

BOUALEM SANSAL

« La lucidité manque toujours avant les grandes catastrophes »

propos introduits par Marc Ladreit de Lacharrière,
membre de l'Institut

En janvier dernier, Boualem Sansal était l'invité d'honneur d'un dîner du Cercle de la *Revue des Deux Mondes*. Arrêté le 16 novembre 2024 à l'aéroport d'Alger pour « atteinte à l'unité nationale » et retenu prisonnier jusqu'au 12 novembre 2025, l'écrivain franco-algérien s'est exprimé sur son engagement, sa détention et le rôle des intellectuels. Nous reproduisons ici son intervention, précédée du discours introductif de Marc Ladreit de Lacharrière.

« Mesdames, messieurs les ministres,
mesdames, messieurs les ambassadeurs,
chers amis, cher Boualem Sansal.

C'est une grande joie de vous accueillir ce soir. Les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* vous connaissent bien : ils lisent vos articles et vos entretiens depuis 2001. Amoureux de la France, vous avez obtenu la nationalité française en juin 2024.

Vous êtes docteur en économie et, à ce titre, vous auriez pu avoir une carrière agréable et stable de haut fonctionnaire au ministère de l'Industrie en Algérie, si vous n'aviez pas décidé, grâce à la puissance et à la force des mots, de vous

révolter, en dénonçant cette idéologie mortifère qu'est l'islamisme en Algérie et dans le monde. Ce qui poussa les dirigeants algériens à vous faire subir votre première épreuve : vous limoger de votre poste au ministère !

Sans lien de cause à effet, vous échappez de peu à la mort lorsqu'un séisme frappe l'endroit où vous vivez... Mais ni les tremblements de terre ni les tyrans ne sont de nature à étouffer votre voix !

Loin de vous effondrer, vous faites face : « J'ai cette chance que les difficultés me renforcent au lieu de m'abattre », avez-vous confié dans un entretien à la *Revue des Deux Mondes* (1). Vous apostrophiez de plus en plus les imposteurs, ces dictateurs qui règnent en Algérie. Et ce qui devait arriver se produisit : le président algérien, celui qu'on a vu se promener avec le président Macron lors de son séjour en Algérie, vous fait enfermer comme un traître à la nation... Vous êtes resté un an derrière les barreaux, puis grâce à la mobilisation générale en France, et après une requête du président allemand, Frank-Walter Steinmeier, ce même président algérien vous a gracié.

Revenons au début de votre vie : vous êtes né en Algérie. Vous passez une partie de votre enfance dans le quartier Belcourt, à Alger, comme Albert Camus. Après la signature des accords d'Évian, en 1962, l'Algérie est remplie d'espoirs : elle sera un pays libre, souverain, maître de son destin. Comme beaucoup, vous croyez à cette promesse prononcée par les nouveaux hommes au pouvoir. Mais ce rêve s'effondre rapidement. Le cancer islamiste, comme vous le qualifiez, commence à ronger votre pays. Les dogmes remplacent petit à petit les débats. Lors des élections municipales de 1990, les islamistes remportent une victoire écrasante. Ils changent les programmes scolaires, modifient la façon de s'habiller, de se comporter, d'enterrer les morts. La population accepte, résignée. « Nous avons capitulé », dites-vous.

Depuis, vous écrivez sans relâche.

Vous nous mettez en garde contre l'islamisme qui a tué votre pays et qui prend de plus en plus d'ampleur en France. Vous ne supportez pas l'inaction des hommes politiques français et leur déni : « C'est comme vivre au pied d'un volcan en colère et ne pas comprendre qu'il se prépare à entrer en éruption », déclarez-vous.

À la question « avez-vous peur ? », vous répondez, avec le « sourire d'ange » dont parle notre ami Franz-Olivier Giesbert : « Jamais, ce serait un acte de soumission, un signe d'encouragement donné aux ennemis. Et puis la peur, c'est une addiction, il ne faut pas commencer. »

La littérature est pour vous un espace de combat. Vos romans, vos essais, vos prises de parole affrontent les grandes menaces de notre temps : l'autoritarisme, l'aveuglement idéologique. « Pour voir l'horizon, on se tient debout », dit l'un de vos personnages.

Vous nous rappelez qu'un homme digne de ce nom doit donner un vrai sens à sa vie en s'engageant, en témoignant ; c'est ainsi qu'il acquiert sa véritable dimension d'homme. Vous nous exhortez à militer jour après jour pour que le socle républicain continue de rester fort dans notre pays. Vous nous mettez en

garde pour que nous ne nous comportions pas comme les élites d'avant-guerre, qui avaient privilégié la « paresse du savoir », pour reprendre l'expression de Marc Bloch, fusillé par les nazis pour son engagement envers la liberté.

« Face à l'islamisme, cessons d'être lâches » (2), dit notre Prix Goncourt Kamel Daoud, qui nous fait le grand honneur d'être avec nous ce soir et que je salue au nom de vous tous.

Comme vous le dites, le courage intellectuel est aujourd'hui plus que jamais une forme essentielle du courage humain.

Cher Boualem Sansal, merci de continuer à nous montrer la voie de la lucidité et de la résistance.

Nous attendons votre prochain livre avec impatience et vous félicitons pour votre entrée à l'Académie française.

Marc Ladreit de Lacharrière

Chers amis,
 Avant d'être économiste, j'ai été ingénieur. J'ai travaillé sur les turboréacteurs. J'ai commencé une très belle carrière, notamment en lien avec la Nasa. J'ai participé à des projets que vous voyez encore aujourd'hui lorsque des satellites sont lancés.

J'étais heureux. Le monde des ingénieurs est un monde magnifique. C'est celui de la logique, des mathématiques, un univers où les règles sont claires. Une fois les formules acquises, tout fonctionne.

Un plus un font deux. Deux plus un font trois. Et ainsi de suite, à l'infini. Nous avons inventé une machine à progrès.

Si l'on pouvait transposer cela à la politique, ce serait merveilleux !

L'ingénieur que j'étais fréquentait aussi des milieux militants – socialistes, communistes – et j'y entendais des discours passionnants. Car si l'ingénieur travaille sur la matière, il lui faut aussi regarder les hommes. Et là, je découvrais quelque chose d'essentiel : les hommes existent, et il faut les comprendre.

À l'époque, je pensais que l'économie permettait cette compréhension. L'économie observe les structures sociales : producteurs, consommateurs, travailleurs, chômeurs. Elle décrit des mécanismes qui semblent automatiques, gouvernés par cette fameuse « main invisible du marché ».

Boualem Sansal est écrivain. Dernier ouvrage publié : *Le Français, parlons-en !* (Cerf, 2024).

Mais en cherchant à comprendre l'homme, je découvrais surtout qu'il était prisonnier de ces mécanismes.

Et je me posais des questions. Beaucoup de questions. Comme tant d'étudiants avant moi.

La découverte de l'islamisme

À cette époque, je sentais confusément que quelque chose se produisait dans le monde – quelque chose que nous ne savions pas encore nommer. Un glissement profond de la société, invisible aux catégories classiques de l'analyse. Ni la science, ni l'économie, ni la religion ne suffisaient à en rendre compte.

Nous parlions alors « d'idées disparates ». En mathématiques, tout progresse de manière linéaire. En économie aussi, plus ou moins. Mais là, il s'agissait d'idées sans articulation apparente, de forces souterraines qui ne s'ordonnaient selon aucune logique connue.

Je me suis alors posé une question décisive : comment une religion – l'islam, religion complexe, ancienne, structurée – rencontre-t-elle un marché dérégulé et des structures sociales délabrées ? Que se passe-t-il lorsque des sociétés désorganisées croisent des certitudes absolues ? Il en naît quelque chose de nouveau : l'islamisme. Non pas comme simple projet de conquête du pouvoir, mais comme remise en cause civilisationnelle profonde.

Un jour, j'ai rejoint un groupe d'amis. À sa tête se trouvaient deux écrivains parmi les plus importants d'Algérie : Rachid Mimouni et Tahar Ben Jelloun. Ils observaient la société autrement – ni comme économistes, ni comme théologiens, ni comme scientifiques. Ils tentaient de penser ce qui était en train de naître sous leurs yeux.

J'y ai apporté ma contribution : une lecture scientifique, économique, rationnelle.

Nous étions à la fin des années quatre-vingt. L'Algérie était en ébullition. Les islamistes entraient en scène, se revendiquant musulmans, porteurs d'un projet de conquête du pouvoir. Le groupe auquel j'appartenais devint une cible.

Ils furent presque tous assassinés. Peut-être par les islamistes. Peut-être par le pouvoir. Peut-être par d'autres encore. Peu importe : la violence était devenue le langage commun. La société passa du débat conflictuel, avec ses médiations possibles, à la logique de l'affrontement armé.

Désormais, il n'y avait plus d'arbitre. Plus de médiation.

C'était toi ou moi. Vivre ou mourir.

Le groupe fut détruit. Il resta quelques survivants. Il resta moi.

Je me suis alors demandé comment poursuivre le combat intellectuel de ceux qui avaient disparu. Il y avait parmi nous des écrivains, des psychologues, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes. Un groupe informel, fragile, aujourd'hui effacé.

C'est ainsi que j'ai commencé à écrire mon premier roman, *Le Serment des barbares* (3) – peut-être le seul, véritablement –, dont mes autres livres ne sont, au fond, que des fragments.

J'y explorais une question centrale : la violence. Comment elle naît. Comment elle s'installe. Comment elle transforme les rapports sociaux, les concepts, les mots.

La petite violence, celle de la vie quotidienne, peut encore être médiée par la politesse. Si l'insulte surgit, si le coup part, alors le droit intervient. Le droit est une médiation conventionnelle, acceptée.

Mais au-delà, il existe une autre violence. Une violence mystique. Sans fondement rationnel. Sans explication biologique ou économique. Une violence que je n'avais jamais vue ailleurs. En Algérie, elle est apparue par étapes, jusqu'à devenir une sorte de magie noire.

Le peuple est entré dans cette magie. On tuait sans but. Pour tuer.

À ce moment-là, l'Algérie était perdue.

La société s'est fracturée. Le meurtre est devenu un programme politique.

La douleur de l'engagement

La question qui se posait alors à nous était simple et terrible à la fois : comment regarder une société sombrer sans se taire ?

Il est si confortable de rester chez soi à commenter l'actualité, à déplorer les catastrophes du monde sans jamais s'y exposer. Mais passer de l'observation à l'action est une épreuve. Une épreuve douloureuse, presque insupportable.

L'observateur ne devient acteur qu'au prix d'une douleur extrême. Je l'ai connue. Une douleur intime, profonde, faite de micro-événements qui résonnent à l'intérieur de vous jusqu'à vous empêcher de dormir, jusqu'à vous obliger à choisir.

Mes amis étaient morts, exilés ou réduits au silence. Que faire ? Comment dissoudre cette violence qui envahissait l'Algérie ? Comment trou-

ver une solution quand on ne dispose d'aucun outil, d'aucun « logiciel » pour penser l'effondrement d'un État encore jeune, sans mémoire politique solide, sans expérience de ce type de crise ?

Nous avons cru avoir trouvé une issue : mobiliser l'Occident.

L'Occident avait les moyens, l'expérience, l'histoire des révolutions, des conflits, des reconstructions. Nous avons pensé qu'il saurait comprendre. Que ce qui nous arrivait n'était pas un phénomène local, mais une créature rampante, un mille-pattes idéologique capable de traverser la Méditerranée sans effort.

Alors nous avons écrit. J'ai écrit. Kamel Daoud a écrit. D'autres encore.

En Algérie, on nous demandait : « Pour qui écrivez-vous ? Pour vos maîtres français ? Pour les anciens colonisateurs ? » La réponse était simple : « Nous écrivons pour ceux qui, peut-être, demain, viendront vous libérer. »

Si nous n'avions pas de solution, il fallait bien aller chercher ceux qui pouvaient en avoir une. Ce fut une immense déception.

Car l'Occident était aussi perdu que nous. Il ne le savait pas encore.

Il y a vingt-cinq ans, on posait sérieusement cette question absurde : « L'islamisme, est-ce l'islam ? »

Nous avons compris qu'il fallait écrire encore. Mobiliser. S'adresser aux élites. Produire des livres complexes, exigeants, en espérant qu'ils influencent les pouvoirs. Hélas, cela n'a pas suffi.

Alors que faire ?

Je repensais souvent à cette idée formulée par Camus : la révolte commence par l'individu. Une indignation intime devient un programme de vie. Mais lorsque la colère touche les peuples entiers, elle engendre autre chose : une idéologie. Une force qui dépasse les individus.

La France, l'Europe, ont perdu quelque chose d'essentiel. La capacité à analyser le réel, à se projeter, à reconstruire.

L'arrestation

J'ai été arrêté le 16 novembre 2024.

Je rentrais de Paris. Je descends de l'avion, tranquillement, comme n'importe qui. Au contrôle, le policier aux frontières regarde mon passeport. Je le vois tiquer. Il consulte son écran, prend son téléphone, puis me dit calmement : « Allez vous asseoir là-bas. » Il garde mon passeport. Une demi-heure plus tard, un officier arrive. « Suivez-moi. »

Nous descendons dans les sous-sols de l'aéroport. Un étage. Puis un autre. Puis encore. À un moment, je découvre un espace rempli de policiers et de militaires lourdement armés. Un commando permanent, positionné là en cas d'attentat. Ils ne bougent jamais. J'étais au milieu d'eux.

Vers une heure du matin, des civils viennent me chercher. On me demande de mettre les mains derrière le dos. On me menotte. On me cagoule. On m'oblige à baisser la tête, coincée entre mes genoux, à l'arrière d'un véhicule. La voiture roule longtemps. Je ne sais pas où je suis.

On m'amène dans un lieu sans fenêtres. Une pièce nue. Étrange. Deux heures plus tard, un homme entre. Il me donne deux bouteilles : l'une pleine, l'autre vide. « Celle-là, c'est pour boire. L'autre, pour uriner. »

J'y resterai six jours.

Six jours hors du monde.

Au début, on se pose des questions. Puis très vite, plus rien. On entre dans une sorte de somnolence. Le temps disparaît. Chaque jour, douze heures d'interrogatoire. Inlassablement.

Au bout de six jours, on m'emmène devant le procureur pour ce qu'on appelle la présentation. Deux ou trois questions. Puis la décision tombe : détention sous mandat de dépôt.

Je suis transféré en prison.

Matricule 46611

Dès le premier jour, vous n'êtes plus un individu. Vous êtes un prisonnier.

On me donne un numéro.

Le mien était 46611.

C'est devenu mon nom. Je ne crois pas que je l'oublierai un jour.

Les gardiens ne vous appellent plus autrement : « 46611, par ici ! » « 46611, avance ! »

Et puis commence l'attente. L'attente de tout. De la liberté, bien sûr, mais aussi des choses minuscules : une nourriture correcte, une douche, un café, un livre. Un livre, surtout. Les rêves se concentrent. Ils deviennent étroits, presque obsessionnels.

Lorsque la liberté commence à redevenir une hypothèse réaliste, une autre peur surgit : celle de ne plus savoir être libre. On n'est plus dans le rythme du temps. On sort du monde.

Je le vois aujourd'hui encore : j'ai du mal à abandonner certaines habitudes de prisonnier, à retrouver les réflexes d'un homme libre, organisé, inscrit dans des agendas, des rendez-vous, des projets.

En prison, j'ai rencontré un homme qui y était depuis trente-deux ans. Il lui restait encore cinq ou six années à purger. Moi, je venais d'arriver, j'avais quelques mois à peine. Il m'a dit une phrase que je n'ai jamais oubliée : « Au début, tu te bats contre la prison. Et puis un jour, la prison gagne. Quand tu deviens prisonnier, tout va mieux. Tu entres dans le règlement. Tu ne te poses plus de questions. »

La prison fabrique le prisonnier. Lentement. Méthodiquement.

On y développe une vie sociale. On oublie le monde extérieur. Moi, je ne l'ai pas oublié, grâce à mon épouse. Tous les quinze jours, elle venait me voir. Elle était en lien avec un ami très cher, Jean-Paul Scarpitta, qui l'appelait quotidiennement et lui transmettait des informations : la presse, les prises de position politiques, les déclarations françaises.

Au parloir, derrière la vitre, avec le téléphone, elle me disait : « Tout va bien. »

Mais que veut dire « tout va bien » quand on sait que les conversations sont écoutées ? Je comprenais entre les lignes. Je ruminais ensuite ces fragments d'informations dans ma cellule. Et cela produisait autre chose. Une fiction intérieure.

C'est là qu'est né le titre de mon prochain roman : « La Légende ».

La prison est un lieu où les légendes se fabriquent. C'est une société fermée, presque tribale, comme certaines sociétés amazoniennes. Les prisonniers inventent des récits, des croyances, des mythes, parce qu'on ne peut pas survivre autrement.

Lorsque je suis arrivé en prison, tout le monde savait qui j'étais.

« Sansal arrive. Ils ont arrêté Sansal. »

Ils m'ont appelé La Légende.

Parce qu'ils croyaient que j'avais la France derrière moi, le monde derrière moi. Qu'on allait me libérer, que j'allais renverser le régime, assassiner le président, les libérer tous.

Je ne savais rien de tout cela.

Eux rêvaient.

Moi, je découvrais ce que la prison fait à l'imaginaire humain : elle fabrique des récits. Elle transforme la réalité en mythe. Parce qu'il faut bien survivre.

Victor Hugo, Montherlant : la survie par les livres

La première chose que l'on cherche en prison, c'est à lire. Immédiatement. Et il n'y a rien. Le jour passe ainsi, dans une forme de souffrance sourde.

J'ai donc fait passer le message : trouvez-moi des livres.

En prison, le livre le plus courant est évidemment le livre religieux. Chaque détenu en possède plusieurs. J'ai découvert à cette occasion qu'il existait différents corans, du plus grand au plus petit. Moi, je ne lisais pas cela.

On m'a d'abord apporté un petit manuel d'anglais, tout déchiré. Puis un livre de mathématiques. C'était déjà quelque chose. Lire n'importe quoi devient un luxe.

Après beaucoup d'insistance, j'ai fini par apprendre qu'il existait une bibliothèque. En prison, tout fonctionne par formulaires. Pour téléphoner, pour voir un dentiste, pour demander quoi que ce soit. Il faut justifier chaque demande. Même pour dire qu'on a mal.

Quand je suis enfin entré dans cette bibliothèque, j'ai découvert qu'elle ne contenait que des livres religieux. Sans exception. J'étais dans un quartier de haute sécurité, entouré de détenus passés par Daech, la Tchétchénie, des hommes ayant commis des violences extrêmes.

Un gardien, un peu plus humain que les autres, m'a soufflé : « Écris au directeur. »

Je l'ai fait. Je lui ai expliqué que je pouvais enseigner, aider, donner des cours. J'ai animé quelques séances : mathématiques, anglais. Cela n'a pas duré longtemps, mais cela m'a maintenu vivant.

Un jour, on m'a dit qu'un détenu d'un autre quartier possédait quelques livres. Et c'est ainsi qu'on m'a apporté *Notre-Dame de Paris*, de Victor Hugo.

Je l'ai relu. Trois fois.

Relisez-le ! C'est un livre gigantesque. La description de Paris, de ses toits – Hugo avait compris avant tout le monde que ces toits formaient un paysage unique, bien avant l'Unesco ! C'est vertigineux.

Puis un jour, on m'a apporté un livre de Henry de Montherlant. J'aime beaucoup Montherlant. Non qu'il soit le plus grand, mais il m'accompagne depuis longtemps.

À Alger, étudiant, j'étais tombé sur un mince ouvrage – à peine trente pages – intitulé *Il y a encore des paradis*. Ce livre m'avait bouleversé. Montherlant y raconte comment, obsédé par l'idée du suicide,

il fut envoyé en Algérie par sa famille. Il devait y rester quelques jours. Il y est resté cinq ans. Il a été sauvé par la lumière, les paysages, les animaux, la vie.

En prison, relire Montherlant fut un bonheur absolu. On m'a ensuite apporté *Les Célibataires*. Là encore, lire devenait une fête. Quand on manque de tout, même lire la notice d'un médicament est un plaisir.

Je ne pouvais pas écrire. Il n'y avait pas de papier. Et de toute façon, tous les quinze ou vingt jours, les cellules étaient fouillées. Tout était cassé. Détruit. Même un numéro de téléphone devenait suspect. La mémoire elle-même s'efface quand il n'y a plus de livres.

Dans mon quartier, presque personne ne parlait français. J'étais seul avec mes lectures. Et avec quelques rencontres.

Parmi elles, un homme remarquable : Walid Benflis, fils d'Ali Benflis, ancien chef du gouvernement algérien. Avocat, installé au Canada, il avait été arrêté et condamné à vingt ans de prison. Quand je suis arrivé, cela faisait déjà quatre ans qu'il était incarcéré. Quand je suis sorti, il lui en restait encore seize.

Cette pensée m'accompagne encore.

L'action diplomatique

Je veux rappeler un fait essentiel. Dès mon arrestation – le jour même ou le lendemain –, le gouvernement français s'est exprimé publiquement. Il a demandé ma libération immédiate et sans condition. Cela a été un choc à Alger.

À ce moment-là, les autorités françaises ont probablement pensé que l'affaire serait simple. Une méprise. Un malentendu administratif ou politique qui se réglerait en quelques jours, peut-être en une ou deux semaines. Personne n'imaginait que cette situation allait se durcir au point de placer les relations franco-algériennes au bord du précipice.

Puis, peu à peu, la réalité est apparue. L'affaire était beaucoup plus grave. Beaucoup plus profonde.

Il faut comprendre le contexte. La prison où j'étais détenu est la plus grande d'Afrique. Elle se situe à une cinquantaine de kilomètres d'Alger. Elle est gigantesque, labyrinthique, construite par des entreprises chinoises. Il n'y a pas besoin de barbelés : on s'y perd. Même en voulant fuir, on revient toujours au même endroit. La prison vous enferme mentalement avant même de vous enfermer physiquement.

Pendant plusieurs jours, personne ne savait où j'étais. Même mon épouse n'a appris mon arrestation qu'au bout de six jours. Lorsqu'elle a enfin obtenu l'autorisation de me rendre visite, je lui ai dit : « Ne t'inquiète pas. Dans une semaine, je serai dehors. »

Une semaine plus tard, il a fallu changer de raisonnement. Deux semaines plus tard, encore. Nous avons compris que le régime avait changé de nature.

Je le dis sans détour : le régime algérien actuel fonctionne selon une logique très proche de celle de l'Allemagne des années trente. Point par point.

Il y a d'abord le réarmement. Chaque année, l'Algérie consacre environ vingt-cinq milliards de dollars à l'achat d'armes ultramodernes. L'armée algérienne est aujourd'hui l'une des plus puissantes de la région. On peut légitimement se demander contre qui. Le Maroc ? La Tunisie ? Non. Cette débauche d'armement ne correspond à aucune menace réelle.

Elle répond à autre chose : un fantasme de puissance. Une compensation. Lorsque l'on n'existe ni par l'économie, ni par la gouvernance, ni par la culture, il reste la force brute. Le muscle. Le geste martial. Comme un homme sans rien qui ne peut prouver son existence que par la violence.

Le discours officiel tourne en boucle. Souveraineté. Souveraineté. Souveraineté.

Une incantation vide, répétée jusqu'à l'absurde.

Dans ce contexte, j'étais devenu un problème. Je fissurais le récit. Je mettais à nu les contradictions. J'incarnais une parole qui échappait au contrôle. Il fallait donc me neutraliser.

Du côté français, je crois que l'on n'a pas immédiatement pris la mesure de ce changement de régime. Cela fait pourtant plus de vingt ans que l'Algérie se réarme de manière frénétique. Sous-marins, équipements lourds, arsenaux disproportionnés. Pour quoi faire ? Pour qui ?

Ce sont ces questions que l'on n'a pas voulu regarder en face.

Je ne parle pas ici de reproche, mais de lucidité. La lucidité manque toujours avant les grandes catastrophes.

Lumières nouvelles

Depuis quelques années, une idée m'obsède. Les Lumières n'ont jamais été l'œuvre des masses. Elles sont nées de quelques individus. Quelques Grecs regardant le ciel ont inventé la démocratie, les mathé-

matiques, la pensée rationnelle. Puis le silence. Des siècles de nuit. Et soudain, Montaigne, seul. Puis Descartes. Puis les Encyclopédistes.

Les grandes ruptures intellectuelles sont toujours portées par des minorités.

C'est pourquoi je lance aujourd'hui cet appel, presque naïf : il nous faut dix philosophes. Dix. Pas plus. Qu'ils s'enferment quelque part, à la campagne, pendant quelques jours. Qu'ils reviennent avec de nouvelles Lumières.

Traiter les problèmes ne suffit plus. Les problèmes sont là, visibles, criants. Les opérer ne suffit pas. Il faut les dépasser. Il faut se projeter.

Il faut allumer, quelque part au loin, des Lumières nouvelles. Et marcher vers elles.

1. Boualem Sansal, « Islam et islamisme, les vérités du père courage », entretien avec Franz-Olivier Giesbert, *Revue des Deux Mondes*, mars 2023.

2. Kamel Daoud, « Face à l'islamisme, cessons d'être lâches! », entretien avec Franz-Olivier Giesbert, *Revue des Deux Mondes*, septembre 2024.

3. Boualem Sansal, *Le Serment des barbares*, Gallimard, 1999.